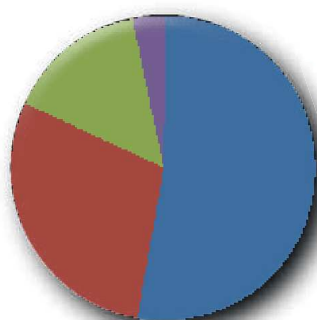


Les comptes de l'Agglomération en chiffres

Le Compte Administratif de l'exercice 2016 a été approuvé lors du Conseil Communautaire du 26 juin dernier. Ce document financier retrace l'exécution budgétaire de la Collectivité.

Le résultat 2016, disponible sur 2017, consolidé avec l'ensemble de budgets annexes de la collectivité s'élève à 13,51 millions d'euros (M€), hors restes à réaliser, correspondant à 0,73 M€ dégagés sur l'exercice et 12,78 M€ de résultat antérieur reporté. Le Fonds de Roulement de clôture 2016 (ou excédent de clôture) est ainsi légèrement supérieur à son niveau 2015, malgré un tassement de l'autofinancement, qui est resté suffisant toutefois pour couvrir le besoin de financement de l'investissement ainsi que les opérations de remboursement anticipé d'emprunts (eau et assainissement), qui ont concouru à la réduction du stock de dette et ainsi accroître les marges de manœuvre pour les exercices futurs.

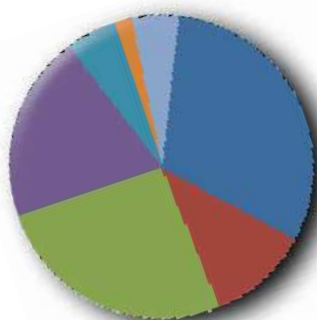
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) 2016 consolidées en M€



Fiscalité	48,71 M€
Produits des services (y.c. eau et assainissement)	27,23 M€
Subventions (y.c. DGF)	13,83 M€
Autres produits	3,19 M€

TOTAL : 92,95 M€

Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) 2016 consolidées en M€



Attribution de compensation + Dotation de Solidarité Communautaire	24,85 M€
Autres reversés de fiscalité	8,63 M€
Charges de personnel	20,54 M€
Charges à caractère général (hors op. amgt. du Moutet)	15,75 M€
Contingent incendie	4,25 M€
Charges financières	1,47 M€
Autres charges	3,90 M€

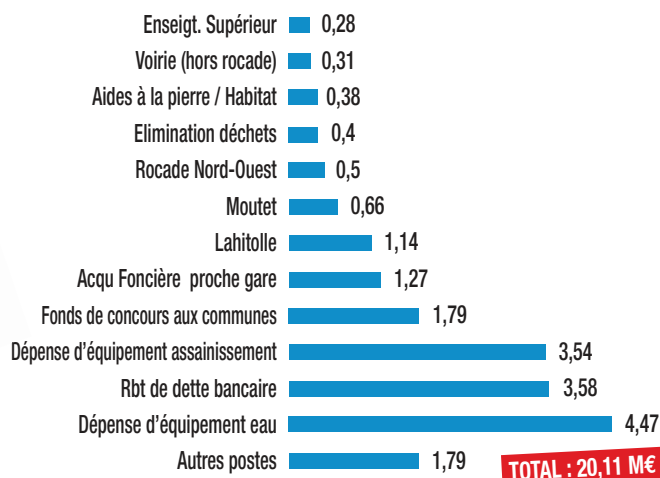
TOTAL : 79,40 M€

Commentaires fonctionnement

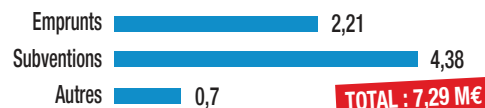
Les recettes réelles de fonctionnement diminuent de près 5,5 M€ par rapport à 2015 sous les effets conjugués de la diminution des produits de la fiscalité locale, de la DGF, et de l'absence de cessions réalisées en 2016. La progression de la part (en valeur relative) des produits de la fiscalité locale (52,4% des RRF) en est la conséquence, et doit ainsi être nuancée car elle n'est pas liée à une décision de la collectivité en matière de politique fiscale.

Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de 2,7 M€ en lien principalement avec la poursuite de la mutualisation des services avec la Ville de Bourges qui a renforcé la part des dépenses de personnel (25,9% des DRF), mais financée en grande partie par les produits des services dont la part a progressé (29,3% des RRF) par le biais des refacturations à la Ville. Les efforts en matière d'économies ont porté essentiellement sur les charges à caractère général (-0,65 M€ par rapport à 2015).

Dépenses réelles d'investissement consolidées (en M€)



Recettes réelles d'investissement consolidées (en M€)



Commentaire investissement

Les dépenses en matière d'eau et d'assainissement ont augmenté par rapport à 2015 ; elles constituent près de 40% des dépenses d'équipement de l'exercice 2016. Les fonds de concours versés aux communes restent constants par rapport à 2015 ; ils comprennent 0,5 M€ pour la construction de la Maison de la Culture. Il faut noter la constitution de réserve foncière à destination économique dans le secteur de la gare, le solde de la 2ème tranche d'aménagement de Lahitolle, ainsi que l'aménagement du Moutet qui, en phase de démarrage n'a mobilisé que peu de crédits. Le niveau du fonds de roulement a permis de réaliser des opérations de refinancement et de remboursement anticipé de dette (l'encours a diminué globalement de 1,37 M€). Il faut également relever l'ampleur du montant des subventions perçues (le plus haut niveau depuis 2012), en raison du solde d'opérations éligibles à des financements régionaux et européens, ainsi que de l'ANRU (Chancellerie).

Les ratios d'exécution du Budget Principal (non consolidé) se comparent à ceux de 2015 et à la moyenne nationale comme suit :

	Ratio Bourges Plus CA 2015 Pop INSEE 100 234 hab	Ratio Bourges Plus CA 2016 Pop INSEE 100 886	Moyenne nationale (***)
1 - DRF/pop* - €/hab	540,95	577,76	573,00
2 - Produits impôts directs/pop* - €/hab	335,31	316,70	333,00
3 - RRF/pop* - €/hab	631,19	605,78	663,00
4 - Dep éqpt brut/pop** - €/hab	29,48	35,54	118,00
5 - Encours de dette/pop* - €/hab	43,19	40,58	397,00
6 - DGF/pop - €/hab	129,38	117,07	148,00
7 - Dep de personne/DRF	20%	24%	20%
8 - Dep fonct et rbt dette capital/RRF	86%	92%	91%
9 - Dep éqpt brut/RRF**	5%	6%	18%
10 - Encours de dette/RRF	7%	7%	60%

(*) Calculé à partir du montant net du FNGIR et du FPIC (reversements au titre de la péréquation) et en prenant en compte les dépenses et les recettes liées à la mutualisation

(**) Hors subventions d'équipement versées

(***) Valeurs comptes de gestion 2013 - source DGCL - catégorie communautés d'agglomération à défaut d'autre référence disponible

Commentaires des ratios :

Les ratios 1 et 7 confirment la progression des DRF de Bourges Plus, étant précisé qu'elle provient essentiellement de l'effet budgétaire de la mutualisation des services (sans prise en compte des recettes associées).

Les ratios 2, 3 et 6 traduisent la diminution des RRF entre les deux exercices, principalement en matière de fiscalité et de DGF.

Les ratios 4 et 9 positionnent toujours Bourges Plus parmi les collectivités qui investissent le moins ; ce ratio ne prend toutefois pas en compte les subventions d'équipement versées, qui en revanche prennent de l'ampleur à Bourges Plus (fonds de concours versés...).

Les ratios 5 et 10 vérifient le niveau toujours très faible de l'endettement de Bourges Plus, ce qui demeure cohérent avec son rythme de dépenses d'investissement.

Enfin, le ratio 8 mesure le taux d'épargne nette disponible (obtenu par le complément à 100%) pour financer les investissements et met en exergue son tassement.